

NOTRE ÉVÊQUE S'ADRESSE À NOUS



Vers une conversion écologique

Au moment où vous lirez ces lignes, nous serons en train de vivre l'événement de la COP21.



La Conférence des parties réunit à Paris, du 30 novembre au 11 décembre, les délégations de cent quatre-vingt-quinze États, ainsi que des groupes et associations de la société civile. L'objectif de ce sommet : maintenir le réchauffement mondial en deçà de 2°C d'ici la fin du siècle. Comment sommes-nous concernés ?

DES CHOIX CRUCIAUX POUR L'AVENIR DE LA PLANÈTE

Il existe un consensus presque total chez les scientifiques sur les conséquences que le réchauffement attendu peut avoir sur la planète. Les climatologues du Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur les évolutions du climat) le disent clairement : le dépassement de 2°C entraînera des catastrophes météorologiques majeures qui menaceront les équilibres géopolitiques sur toute la planète (menace sur la production alimentaire, augmentation des réfugiés climatiques...). Le scénario catastrophique est assuré si les émissions de gaz à effet de serre ne diminuent pas.

UN ENJEU IMPORTANT AU NIVEAU POLITIQUE

La communauté internationale a progressivement pris conscience de cette menace et adopté en 1992, au Sommet de la Terre à Rio, une convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. En 1995 eut lieu à Berlin la première Conférence des parties (COP) pour mettre à jour la convention. À Paris, les États sont invités à présenter leurs engagements en vue de cet accord international. L'enjeu du sommet de décembre est déterminant : aura-t-on comme à Kyoto un groupe de pays qui aura le courage de faire un pas décisif en avant, qui pourra entraîner la communauté internationale vers un véritable changement de cap ? De manière paradoxale, les pays proposant les engagements les plus courageux ne sont pas les pays riches : ce sont l'Éthiopie et le Maroc. Les États du Nord se sont engagés à verser cent milliards de dollars par an à partir de 2020 pour aider les pays pauvres à se développer sans énergies fossiles et à opérer la transition nécessaire en termes de prévention des risques et d'adaptation

aux conséquences des évolutions climatiques. Mais on attend toujours les décisions concrètes pouvant réaliser cet engagement.

UN MOMENT OPPORTUN DU POINT DE VUE RELIGIEUX

Les différentes religions, et l'Église catholique en particulier, se sont progressivement investies dans la mobilisation pour le climat. À l'échelle internationale, les acteurs religieux étaient déjà présents lors de la COP20 à Lima. En France, l'appel adressé aux religions, en raison de leur dimension universelle, a donné une légitimité particulière et nouvelle aux responsables religieux pour intervenir autour des questions de société. On pourrait dire que le dérèglement climatique constitue aujourd'hui une belle opportunité pour renouveler à la fois le dialogue entre responsables religieux et acteurs politiques, ainsi que le dialogue interreligieux.

L'IMPACT DE L'ENCYCLIQUE «LAUDATO SI'»

La publication de l'encyclique *Laudato si'* par le pape François en juin 2015, est venue confirmer l'importance pour la communauté catholique de s'investir dans la question écologique. L'encyclique, adressée non seulement aux catholiques mais à tous les habitants de «*la maison commune*», est devenue une référence majeure pour toute personne, et notamment pour les acteurs politiques et sociaux, travaillant sur les questions de l'écologie et du développement. Je souligne trois éléments particuliers.

a) Un principe : tout est lié. La clameur des pauvres et la clameur de la Terre sont liées : lutter contre la pauvreté et lutter contre la destruction de la nature, c'est un seul et même combat. Ainsi, l'encyclique intro-

duit la question écologique dans la pensée sociale de l'Église non comme un problème annexe, mais comme une manière nouvelle de concevoir notre identité et notre présence chrétiennes dans le monde.

b) Un appel : la conversion écologique. L'écologie est aussi une question éthique et spirituelle. Le souci de l'environnement appelle donc une véritable «conversion». Dans un monde où nous croyons pouvoir tout contrôler et tout acheter, la nature nous permet de vivre l'expérience de la dé-maîtrise et de la gratuité. Une telle conversion n'est pas seulement individuelle, elle est aussi communautaire. Elle suppose une attention soutenue à l'égard des populations plus pauvres, chez nous comme dans le monde.

c) Une posture : le dialogue au centre de la démarche. Toute l'encyclique se situe dans une posture de dialogue. Pas de norme absolue sur ce qui est bien ou mal qui légitimerait une posture d'affrontement à la société, mais une invitation permanente à discerner ensemble les signes de vie. La recherche des actions concrètes est pensée en termes de dialogues à développer. C'est toute une pédagogie de l'action collective qui est proposée, celle appliquée par le pape lui-même dans sa gouvernance. Une pédagogie des «*processus à initier plutôt que des espaces à posséder*» (*Evangelii Gaudium*, n°223).

Le pape François nous adresse un appel à la responsabilité et à l'espérance sur un chemin de vie et d'action pour aménager nos environnements naturels, familiaux et sociaux où Dieu est à l'action. «*Vivre la vocation de protecteurs de l'œuvre de Dieu est une part essentielle d'une existence vertueuse ; cela n'est pas quelque chose d'optionnel ni un aspect secondaire dans l'expérience chrétienne*» (*Laudato si'*, n° 217).

+ JEAN-LUC BRUNIN,
ÉVÊQUE DU HAVRE